



RÈGLEMENT DE LA CONSULTATION

MARCHÉ PUBLIC DE TRAVAUX

Travaux en toiture et comble :

Renforcement des charpentes et rénovation des éléments de couverture sur 3 bâtiments

Date et heure limites de réception des offres :

Mercredi 13 août 2025 à 18h00

ATTENTION : VISITE DE SITE OBLIGATOIRE

TRANSMISSION DES CANDIDATURES ET DES OFFRES PAR VOIE ÉLECTRONIQUE
UNIQUEMENT SUR <https://marches.maximilien.fr>














Conseils aux candidats :

L'heure précise et la date limite de réception des plis ne peuvent faire l'objet d'aucune exception. La collectivité encourage donc fortement les opérateurs économiques :

- à tester leur poste et leur connexion bien avant l'heure limite de télétransmission (un outil est disponible sur le profil d'acheteur)*
- en cas d'envoi multiples, à bien vérifier que le dernier envoi comporte toutes les pièces demandées au présent règlement de la consultation*
- à contacter le support technique de la plateforme pour toutes questions et/ou problèmes rencontrés (il est inutile de contacter l'acheteur) :*

par courriel <https://marches.maximilien.fr/entreprise/aide/assistance-telephonique>

L'ESSENTIEL DE LA PROCÉDURE

| | | |
|---|-------------------------------------|---|
|  | Objet | Travaux en toiture et comble : Renforcement des charpentes et rénovation des éléments de couverture sur 3 bâtiments |
|  | Mode de passation | Procédure adaptée ouverte |
|  | Type de contrat | Marché public |
|  | Nombre de lots | 2 |
|  | Délai de validité des offres | 120 jours |
|  | Forme de groupement | Aucune forme de groupement imposée à l'attributaire |
|  | Variantes | Sans |
|  | PSE | Sans |
|  | Clauses sociales | Sans |
|  | Clauses environnementales | Avec |
|  | Durée / Délai | 7 mois |
|  | Négociation | Avec |
|  | Visite sur site | Visite obligatoire |

SOMMAIRE

| | |
|--|----|
| 1 - Objet et étendue de la consultation | 4 |
| 1.1 - Objet | 4 |
| 1.2 - Mode de passation | 4 |
| 1.3 - Type et forme de contrat | 4 |
| 1.4 - Décomposition de la consultation | 4 |
| 1.5 - Nomenclature | 4 |
| 2 - Conditions de la consultation | 5 |
| 2.1 - Délai de validité des offres | 5 |
| 2.2 - Forme juridique du groupement | 5 |
| 2.3 - Variantes | 5 |
| 2.4 - Développement durable | 5 |
| 3 - Les intervenants | 5 |
| 3.1 - Maîtrise d'œuvre | 5 |
| 3.2 - Contrôle technique | 5 |
| 3.3 - Sécurité et protection de la santé des travailleurs | 5 |
| 4 - Conditions relatives au contrat | 6 |
| 4.1 - Durée du contrat ou délai d'exécution | 6 |
| 4.2 - Modalités essentielles de financement et de paiement | 6 |
| 4.3 - Confidentialité et mesures de sécurité | 6 |
| 5 - Contenu du dossier de consultation | 6 |
| 6 - Présentation des candidatures et des offres | 6 |
| 6.1 - Documents à produire | 7 |
| 6.2 - Visites sur site | 8 |
| 7 - Conditions d'envoi ou de remise des plis | 8 |
| 7.1 - Transmission électronique | 8 |
| 7.2 - Transmission sous support papier | 9 |
| 8 - Examen des candidatures et des offres | 10 |
| 8.1 - Sélection des candidatures | 10 |
| 8.2 - Attribution des marchés | 10 |
| 8.3 - Suite à donner à la consultation | 10 |
| 9 - Renseignements complémentaires | 11 |
| 9.1 - Adresses supplémentaires et points de contact | 11 |
| 9.2 - Procédures de recours | 11 |

1 - Objet et étendue de la consultation

1.1 - Objet

La présente consultation concerne la réalisation de travaux en toiture et comble relatifs à la mairie d'Achères, comprenant le traitement, l'isolation, l'accès définitif et travaux définitifs complémentaires en toiture.

Le détail des prestations est précisé dans le cahier des clauses techniques particulières (CCTP). Les travaux seront réalisés sur site occupé.

Lieu(x) d'exécution : Mairie d'Achères 78260

1.2 - Mode de passation

La procédure de passation utilisée est la procédure adaptée ouverte. Elle est soumise aux dispositions des articles L. 2123-1 et R. 2123-1 1° du Code de la commande publique.

1.3 - Type et forme de contrat

Il s'agit d'un marché ordinaire.

1.4 - Décomposition de la consultation

Les prestations sont réparties en 2 lot(s) :

| Lot | Désignation |
|-----|---------------------------------|
| 01 | Charpente bois et faux plafonds |
| 02 | Couverture |

Chaque lot fera l'objet d'un marché.

Les candidats ont la possibilité de soumettre des offres pour tous les lots.

1.5 - Nomenclature

La classification conforme au vocabulaire commun des marchés européens (CPV) est :

| Code principal | Description |
|----------------|---|
| 45261410-1 | Travaux d'isolation de toiture |
| 45261000-4 | Travaux de charpente et de couverture et travaux connexes |

| Lot(s) | Code principal | Description |
|--------|----------------|---|
| 01 | 45261000-4 | Travaux de charpente et de couverture et travaux connexes |
| 01 | 45420000-7 | Travaux de menuiserie et de charpenterie |
| 01 | 45421146-9 | Mise en place de plafonds suspendus |
| 02 | 45261000-4 | Travaux de charpente et de couverture et travaux connexes |
| 02 | 45261210-9 | Travaux de couverture |

2 - Conditions de la consultation

2.1 - Délai de validité des offres

Le délai de validité des offres est fixé à 120 jours à compter de la date limite de réception des offres.

2.2 - Forme juridique du groupement

Le pouvoir adjudicateur ne souhaite imposer aucune forme de groupement à l'attributaire du marché.

Il est interdit aux candidats de présenter plusieurs offres en agissant à la fois en qualité de candidats individuels et de membres d'un ou plusieurs groupements.

2.3 - Variantes

Aucune variante n'est autorisée.

2.4 - Développement durable

Cette consultation comporte des conditions d'exécution à caractère environnemental dont le détail est indiqué dans le CCAP. Le respect de ces dispositions est une condition de la conformité de l'offre. Une offre comportant des réserves ou ne respectant pas ces conditions d'exécution particulières sera déclarée irrégulière au motif du non-respect du cahier des charges.

Chaque titulaire concerné devra mettre en œuvre tous les moyens dont il dispose pour respecter ces objectifs de développement durable dans le cadre de l'exécution des prestations.

3 - Les intervenants

3.1 - Maîtrise d'œuvre

La maîtrise d'œuvre est assurée par :

NEOVIDA
6 allée de la Boissière
44 600 SAINT-NAZAIRE

3.2 – Conduite d'opération

La conduite d'opération sera assurée par le maître d'ouvrage.

3.3 – Bureau de contrôle

Le bureau de contrôle sera choisi ultérieurement par le maître d'ouvrage.

3.4 – Sécurité et protection de la santé des travailleurs

La coordination sécurité et protection de la santé pour cette opération de niveau III sera assurée par un coordinateur SPS dont les coordonnées seront communiquées aux entreprises titulaires.

4 - Conditions relatives au contrat

4.1 - Durée du contrat ou délai d'exécution

La durée du contrat ainsi que le délai d'exécution des prestations sont fixés au CCAP.

4.2 - Modalités essentielles de financement et de paiement

Les prestations seront financées par les ressources propres de la collectivité.

Les sommes dues au(x) titulaire(s) et au(x) sous-traitant(s) de premier rang éventuel(s) du marché seront payées dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception des factures ou des demandes de paiement équivalentes.

L'attention des candidats est attirée sur le fait que s'ils veulent renoncer aux bénéfices de l'avance prévue au CCAP, ils doivent le préciser à l'acte d'engagement.

4.3 - Confidentialité et mesures de sécurité

Les candidats doivent respecter l'obligation de confidentialité et les mesures particulières de sécurité prévues pour l'exécution des prestations.

L'attention des candidats est particulièrement attirée sur les dispositions du Cahier des clauses administratives particulières qui énoncent les formalités à accomplir et les consignes à respecter du fait de ces obligations de confidentialité et de sécurité.

5 - Contenu du dossier de consultation

Le dossier de consultation des entreprises (DCE) contient les pièces suivantes :

- Le règlement de la consultation (RC)
- L'acte d'engagement (AE) et ses annexes
- Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP)
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) et ses annexes, un par lot
- La décomposition du prix global forfaitaire (DPGF), une par lot
- Le cadre de réponse technique (CRT)
- L'attestation de visite

Il est téléchargeable par les candidats sur le profil d'acheteur de la Ville d'Achères. Aucune demande d'envoi du DCE sur support physique électronique n'est autorisée.

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'apporter des modifications de détail au dossier de consultation au plus tard 6 jours avant la date limite de réception des offres. Ce délai est décompté à partir de la date d'envoi par le pouvoir adjudicateur des modifications aux candidats ayant retiré le dossier initial. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir n'élever aucune réclamation à ce sujet.

Si, pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite de réception des offres est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

6 - Présentation des candidatures et des offres

Le pouvoir adjudicateur applique le principe "Dites-le nous une fois". Par conséquent, les candidats ne sont pas tenus de fournir les documents et renseignements qui ont déjà été transmis dans le cadre d'une précédente consultation et qui demeurent valables.

Les offres des candidats seront entièrement rédigées en langue française et exprimées en EURO.

Si les offres des candidats sont rédigées dans une autre langue, elles doivent être accompagnées d'une traduction en français, cette traduction doit concerner l'ensemble des documents remis dans l'offre.

6.1 - Documents à produire

Chaque candidat aura à produire un dossier complet comprenant les pièces suivantes telles que prévues aux articles L. 2142-1, R. 2142-3, R. 2142-4, R. 2143-3 et R. 2143-4 du Code de la commande publique :

| Libellés | Signature |
|---|-----------|
| <i>Renseignements concernant la situation juridique de l'entreprise</i> | |
| Déclaration sur l'honneur pour justifier que le candidat n'entre dans aucun des cas d'interdiction de soumissionner | Non |
| <i>Renseignements concernant la capacité économique et financière de l'entreprise</i> | |
| Déclaration concernant le chiffre d'affaires global et le chiffre d'affaires concernant les prestations objet du contrat, réalisées au cours des trois derniers exercices disponibles | Non |
| Déclaration appropriée de banques ou preuve d'une assurance pour les risques professionnels | Non |
| <i>Renseignements concernant les références professionnelles et la capacité technique de l'entreprise</i> | |
| Déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pour chacune des trois dernières années | Non |
| Liste des travaux exécutés au cours des cinq dernières années, appuyée d'attestations de bonne exécution pour les plus importants (montant, époque, lieu d'exécution, s'ils ont été effectués selon les règles de l'art et menés à bonne fin) | Non |
| Déclaration indiquant l'outillage, le matériel et l'équipement technique dont le candidat dispose pour la réalisation du contrat | Non |
| <i>Certificats de qualifications et/ou de qualité demandés aux candidats</i> | |
| 1522 : Traitement curatif et préventif contre les insectes à larves xylophages | Non |
| 1532 : Traitement curatif et préventif contre les champignons lignivores, dont le mэрule | Non |
| Cahier des charges agréés par un bureau de contrôle permettant de justifier de la capacité à utiliser les résines époxydiques dans le cadre des travaux | Non |

Chacun des certificats précités pourra faire l'objet d'équivalence. Les entreprises étrangères pourront quant à elles fournir ceux délivrés par les organismes de leur état d'origine.

Pour présenter leur candidature, les candidats utilisent soit les formulaires DC1 (lettre de candidature) et DC2 (déclaration du candidat) disponibles gratuitement sur le site www.economie.gouv.fr, soit le Document Unique de Marché Européen (DUME).

Pour justifier des capacités professionnelles, techniques et financières d'autres opérateurs économiques sur lesquels il s'appuie pour présenter sa candidature, le candidat produit les mêmes documents concernant cet opérateur économique que ceux qui lui sont exigés par le pouvoir adjudicateur. En outre, pour justifier qu'il dispose des capacités de cet opérateur économique pour l'exécution des prestations, le candidat produit un engagement écrit de l'opérateur économique.

Pièces de l'offre :

| Libellés | Signature |
|--|-----------|
| L'acte d'engagement (AE) et ses annexes | Non |
| Le cadre de réponse technique (CRT) | Non |
| La décomposition du prix global forfaitaire (DPGF) | Non |
| Le calendrier provisoire d'exécution | Non |
| L'attestation de visite | Non |

Le candidat, en remettant son offre, accepte sans réserve ni amendement les documents listés dans le dossier de consultation des entreprises et non exigés dans les pièces de l'offre.

L'offre, qu'elle soit présentée par une seule entreprise ou par un groupement, devra indiquer tous les sous-traitants connus lors de son dépôt. Elle devra également indiquer les prestations dont la sous-traitance est envisagée, la dénomination et la qualité des sous-traitants.

6.2 - Visites sur site

Une visite sur site est **obligatoire**. L'offre d'un candidat qui n'a pas effectué cette visite sera déclarée irrégulière. A l'issue de cette visite, ils devront faire signer l'attestation de visite par le représentant du pouvoir adjudicateur.

Les visites groupées auront lieu les 17 et 24 juillet à 10h30. Inscription obligatoire auprès du service patrimoine de la Ville d'Achères : patrimoine@mairie-acheres78.fr ou au 01 30 06 79 00.

7 - Conditions d'envoi ou de remise des plis

Les plis devront parvenir à destination avant la date et l'heure limites de réception des offres indiquées sur la page de garde du présent document.

7.1 - Transmission électronique

La transmission des documents par voie électronique est effectuée sur le profil d'acheteur du pouvoir adjudicateur, à l'adresse URL suivante : <https://marches.maximilien.fr>.

Le choix du mode de transmission est global et irréversible. Les candidats doivent appliquer le même mode de transmission à l'ensemble des documents transmis au pouvoir adjudicateur.

Le pli doit contenir deux dossiers distincts comportant respectivement les pièces de la candidature et les pièces de l'offre définies au présent règlement de la consultation.

Chaque transmission fera l'objet d'une date certaine de réception et d'un accusé de réception électronique. A ce titre, le fuseau horaire de référence est celui de (GMT+01:00) Paris, Bruxelles, Copenhague, Madrid. Le pli sera considéré « hors délai » si le téléchargement se termine après la date et l'heure limites de réception des offres.

Si plusieurs plis sont transmis successivement par le même candidat, **seul le dernier pli transmis dans le délai imparti est pris en compte par l'acheteur**. Il doit par conséquent contenir l'ensemble des pièces exigées au titre de la présente consultation.

Le pli peut être doublé d'une copie de sauvegarde transmise dans les délais impartis, sur support physique électronique (CD-ROM, DVD-ROM, clé usb) ou sur support papier. Cette copie doit être

placée dans un pli portant la mention « copie de sauvegarde », ainsi que le nom du candidat et l'identification de la procédure concernée. Elle est ouverte dans les cas suivants :

- lorsqu'un programme informatique malveillant est détecté dans le pli transmis par voie électronique ;
- lorsque le pli électronique est reçu de façon incomplète, hors délai ou n'a pu être ouvert, à condition que sa transmission ait commencé avant la clôture de la remise des plis.

La copie de sauvegarde peut être déposée électroniquement sur le profil d'acheteur. A défaut, elle peut être transmise par voie postale, transporteur ou déposée sur rendez-vous à l'adresse suivante :

Ville d'Achères – Hôtel de Ville - Service commande publique
8 rue Deschamps-Guérin 78260 ACHERES

Aucun format électronique n'est préconisé pour la transmission des documents. Cependant, les fichiers devront être transmis dans des formats largement disponibles.

L'organisation et le nommage des fichiers attendus par le pouvoir adjudicateur est le suivant :

- **Ne pas zipper les sous-dossiers et les fichiers.**
- **Ne pas faire de sous-dossiers en cascade.** Limiter à 1 dossier candidature et 1 dossier offre.
- Utiliser des noms de fichiers et de dossiers courts, sans caractères spéciaux et accentués. Noms de fichier et de dossiers limités à 25 caractères alphanumériques.
- Taille maximum par fichier : 1Go.
- Taille maximum de l'offre : 4Go.

La signature électronique des documents n'est pas exigée dans le cadre de cette consultation.

Après attribution, les candidats sont informés que l'offre électronique retenue sera transformée en offre papier, pour donner lieu à la signature manuscrite du marché par les parties.

Les frais d'accès au réseau et de recours à la signature électronique sont à la charge des candidats.



Pensez à anticiper votre dépôt plusieurs heures avant l'heure limite

Il est recommandé d'indiquer une adresse mail durable pendant toute la durée de la procédure. Le candidat ne pourra porter aucune réclamation s'il ne bénéficie pas de toutes les informations complémentaires diffusées par la plateforme lors du déroulement de la consultation, en raison d'une erreur qu'il aurait faite dans la saisie de son adresse, ou en cas de suppression de ladite adresse.

7.2 - Transmission sous support papier

La transmission des plis par voie électronique est imposée pour cette consultation. Par conséquent, la transmission par voie papier n'est pas autorisée.

8 - Examen des candidatures et des offres

8.1 - Sélection des candidatures

Avant de procéder à l'examen des candidatures, s'il apparaît que des pièces du dossier de candidature sont manquantes ou incomplètes, le pouvoir adjudicateur peut décider de demander à tous les candidats concernés de produire ou compléter ces pièces dans un délai maximum de 8 jours.

Les candidatures conformes et recevables seront examinées, à partir des seuls renseignements et documents exigés dans le cadre de cette consultation, pour évaluer leur situation juridique ainsi que leurs capacités professionnelles, techniques et financières.

8.2 - Attribution des marchés

Le jugement des offres sera effectué dans les conditions prévues aux articles L.2152-1 à L.2152-4, R. 2152-1 et R. 2152-2 du Code de la commande publique et donnera lieu à un classement des offres.

L'attention des candidats est attirée sur le fait que toute offre irrégulière ou inacceptable pourra être régularisée pendant la négociation, et que seule une offre irrégulière pourra être régularisée en l'absence de négociation. En revanche, toute offre inappropriée sera systématiquement éliminée.

Toute offre demeurant irrégulière pourra être régularisée dans un délai approprié. La régularisation d'une offre pourra avoir lieu à condition qu'elle ne soit pas anormalement basse.

Les critères retenus pour le jugement des offres sont pondérés de la manière suivante pour tous les lots :

| Critères | Pondération |
|---|-------------|
| 1-Prix des prestations | 30.0 % |
| 2-Valeur technique | 70.0 % |
| 2.1-Moyens humains mobilisés pour le chantier et son organisation | 15.0% |
| 2.2-Méthodologie de réalisation des travaux | 40.0% |
| 2.3-Qualité des fournitures et matériaux | 15.0% |

Dans le cas où des erreurs purement matérielles (de multiplication, d'addition ou de report) seraient constatées dans l'offre du candidat, l'entreprise sera invitée à confirmer l'offre rectifiée ; en cas de refus, son offre sera éliminée comme non cohérente.

8.3 - Suite à donner à la consultation

En cas de négociation, le délai de validité des offres est fixé à 120 jours à compter de la date limite de réception de l'offre finale soit la dernière offre après négociation.

Le pouvoir adjudicateur attend des candidats qu'ils remettent leur meilleure proposition dès la remise des offres.

Après examen des offres, le pouvoir adjudicateur pourra toutefois engager des négociations avec un ou plusieurs candidats sélectionnés, notamment lorsque les offres nécessitent des adaptations ou améliorations. Elles se dérouleront en une phase unique ou par phases successives, de manière à réduire le nombre d'offres à négocier en appliquant les critères d'attribution.

Toutefois, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité d'attribuer le marché sur la base des offres initiales, sans négociation.

Dans le cadre de la négociation, le pouvoir adjudicateur assurera aux candidats le respect de l'égalité de traitement, la transparence de la procédure ainsi que le secret industriel et commercial entourant leur savoir-faire. Elle ne pourra pas porter sur l'objet du marché, ni en modifier substantiellement les caractéristiques telles qu'elles sont définies dans les documents de la consultation. Néanmoins, elle pourra porter sur tous les éléments de l'offre remise par les candidats.

L'acheteur utilisera les moyens qui lui semblent les plus appropriés pour mener la négociation : courriels, télécopies, conversations téléphoniques, auditions, visioconférences etc. A l'issue de la négociation, les candidats seront invités à formaliser leur nouvelle offre. En cas d'absence de réponse à l'invitation à négocier, de refus, d'absence de remise d'une offre négociée ou de remise tardive, le candidat est réputé maintenir sa proposition initiale.

L'offre la mieux classée sera donc retenue à titre provisoire en attendant la production des certificats et attestations des articles R. 2143-6 à R. 2143-10 du Code de la commande publique. Le délai imparti par le pouvoir adjudicateur pour remettre ces documents ne pourra être supérieur à 10 jours.

Une attestation d'assurance décennale devra également être produite dans le même délai.

9 - Renseignements complémentaires

9.1 - Adresses supplémentaires et points de contact

Pour tout renseignement complémentaire concernant cette consultation, les candidats transmettent impérativement leur demande par l'intermédiaire du profil d'acheteur du pouvoir adjudicateur, dont l'adresse URL est la suivante : <https://marches.maximilien.fr>

Cette demande doit intervenir au plus tard 10 jours avant la date limite de remise des plis.

Une réponse sera alors adressée à toutes les entreprises ayant retiré le dossier ou l'ayant téléchargé après identification, 6 jours au plus tard avant la date limite de remise des plis.

9.2 - Procédures de recours

Le tribunal territorialement compétent est :

Tribunal Administratif de Versailles
56 Avenue de Saint Cloud
78011 VERSAILLES
Adresse internet(U.R.L) : <http://www.ta-versailles.juradm.fr>

Les voies de recours ouvertes aux candidats sont les suivantes :

- Référé pré-contractuel prévu aux articles L.551-1 à L.551-12 du Code de justice administrative (CJA), et pouvant être exercé avant la signature du contrat.
- Référé contractuel prévu aux articles L.551-13 à L.551-23 du CJA, et pouvant être exercé dans les délais prévus à l'article R. 551-7 du CJA.
- Recours de pleine juridiction ouvert aux tiers justifiant d'un intérêt lésé, et pouvant être exercé dans les deux mois suivant la date à laquelle la conclusion du contrat est rendue publique.

Pour obtenir des renseignements relatifs à l'introduction des recours, les candidats devront s'adresser à :

Tribunal Administratif de Versailles
56 avenue de Saint-Cloud
78011 VERSAILLES CEDEX
Tél : 01 39 20 54 00
Télécopie : 01 39 20 54 87
Courriel : greffe.ta-versailles@juradm.fr
Adresse internet(U.R.L) : <http://www.ta-versailles.juradm.fr>